



BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

JANVIER
2014

PRINCIPALES TENDANCES

A fin janvier 2014 et en comparaison avec la même période de 2013, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une hausse des recettes ordinaires de 2,3% provenant de :

- 1- l'augmentation des recettes douanières de 17,6% : droits de douane (-6,6%), TVA à l'importation (+11,5%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+48,1%) ;
- 2- la stagnation de la TIC sur les tabacs manufacturés (-0,2%) et la baisse des autres TIC (-25%) ;
- 3- la diminution de 2,8% de la fiscalité domestique : IS (-6,4%), IR (+1,4%), TVA à l'intérieur (-10,3%), droits d'enregistrement et timbre (+0,8%) et majorations de retard (-12,9%).
- 4- la baisse de 32% des recettes non fiscales du fait notamment de la réalisation au cours du mois de janvier 2013 de 164 MDH au titre des fonds de concours alors qu'en janvier 2014, aucune recette n'a été effectuée à ce titre et de la hausse de la redevance gazoduc (203 MDH contre 155 MDH).

Au niveau des dépenses

- le taux d'engagement global des dépenses de 17% et le taux d'émission sur engagements de 51%, contre respectivement 14% et 70% un an auparavant ;
- les dépenses ordinaires émises, en hausse de 18,7% résultant d'une émission de 3,3 MMDH au titre de la compensation et de la hausse de 2,4% des dépenses de personnel, conjuguée à la baisse des dépenses des autres biens et services de 10,6% et des charges en intérêts de la dette de 15,4% ;
- les dépenses d'investissement émises sont en hausse de 9,91%, passant de 8,1 MMDH à fin janvier 2013 à 8,9 MMDH à fin janvier 2014.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire négatif de 947 MDH contre un solde positif de 1,4 MMDH un an auparavant ;
- un excédent du Trésor de 2,4 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 12,3 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST), contre un déficit du Trésor de 1 MMDH à fin janvier 2013 compte tenu d'un solde positif de 5,7 MMDH dégagé par les CST.

L'importance du solde dégagé par les comptes spéciaux du Trésor durant le mois de janvier 2014 provient des dons des pays du Golfe (2,1 MMDH), des transferts reçus du budget général ainsi que de la baisse des dépenses comparativement à janvier 2013 (2 MMDH contre 5,8 MMDH).

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Hors TVA des collectivités locales)

En millions de dirhams

	Janvier 2013	LF 2014	Janvier 2014	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	16 049	199 218	16 426	8%	2,3%
1.1- Recettes fiscales :	15 490	180 152	15 839	9%	2,3%
<i>Impôts directs</i>	5 713	77 167	5 661	7%	-0,9%
<i>Impôts indirects</i>	6 710	80 630	7 134	9%	6,3%
<i>Droits de douane</i>	654	7 700	611	8%	-6,6%
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	2 413	14 655	2 433	17%	0,8%
1.2- Recettes non fiscales :	559	16 066	380	2%	-32%
<i>Monopole et participations</i>	39	10 841	39	0%	
<i>Domaine</i>	14	463	21	5%	50%
<i>Autres recettes ⁽¹⁾</i>	506	4 762	320	7%	-36,8%
1.3- Recettes de certains CST :	0	3 000	207	7%	
<i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	0	800	0	0%	
<i>Fonds spécial routier</i>	0	2 200	207	9%	
2- DEPENSES ORDINAIRES ⁽¹⁾	14 641	224 087	17 373	8%	18,7%
2.1- Biens et services :	12 853	157 703	12 561	8%	-2,3%
<i>Personnel</i>	8 203	103 700	8 402	8%	2,4%
<i>Autres biens et services</i>	4 650	54 003	4 159	8%	-10,6%
2.2- Intérêts de la dette :	1 788	23 934	1 512	6%	-15,4%
<i>Intérieure</i>	1 584	20 587	1 340	7%	-15,4%
<i>Extérieure</i>	204	3 347	172	5%	-15,7%
2.3- Compensation	0	42 450	3 300	8%	
- <i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	0	800	0	0%	
3- SOLDE ORDINAIRE	1 408	-24 869	-947		
4- INVESTISSEMENT ⁽²⁾	8 136	51 702	8 942	17%	9,9%
- <i>Fonds spécial routier</i>	0	2 200	0	0%	
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	5 701	11 814	12 263		
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL ⁽³⁾	-1 027	-64 757	2 374		
7- VARIATION INSTANCES	-5 457	0	-1 931		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-6 484	-64 757	443		
9- FINANCEMENT INTERIEUR :	7 662	42 964	693		
<i>Dont :</i>					
<i>Adjudications</i>	7 734		2 402		
<i>Dépôts au Trésor</i>	-6 561		1 888		
<i>Compte courant à BAM</i>	2 174		-386		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR :	-1 178	21 793	-1 136		
<i>Tirages et dons</i>	121	26 112	60		
<i>Amortissement</i>	-1 299	-4 319	-1 196		

(1) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères

(2) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi organique des finances)

(3) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2014

RECETTES ORDINAIRES					
	Janvier 2013	LF 2014	Janvier 2014	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES	15 490	180 152	15 839	9%	2,3%
IMPÔTS DIRECTS	5 713	77 167	5 661	7%	-0,9%
<i>Taxe Professionnelle</i>	4	295	3	1%	-30,0%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	1 534	39 710	1 436	4%	-6,4%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	4 080	35 137	4 139	12%	1,4%
<i>Taxe d'Habitation</i>	1	43	1	2%	0%
<i>Majorations de retard</i>	93	1 930	81	4%	-12,9%
<i>Autres ⁽¹⁾</i>	1	52	1	2%	0%
DROITS DE DOUANE	654	7 700	611	8%	-6,6%
IMPÔTS INDIRECTS	6 710	80 630	7 134	9%	6,3%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION :	1 741	23 435	2 175	9%	24,9%
<i>Tabacs manufacturés</i>	629	8 194	628	8%	-0,2%
<i>Produits énergétiques</i>	976	13 621	1 445	11%	48,1%
<i>Autres</i>	136	1 620	102	6%	-25,0%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	4 969	57 195	4 959	9%	-0,2%
<i>à l'intérieur</i>	2 667	22 309	2 393	11%	-10,3%
<i>à l'importation</i>	2 302	34 886	2 566	7%	11,5%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	2 413	14 655	2 433	17%	0,8%
RECETTES NON FISCALES	559	16 066	380	2%	-32,0%
<i>Domaine</i>	14	463	21	5%	50%
<i>Monopoles et participations</i>	39	10 841	39	0%	0%
<i>Fonds de concours</i>	164	0	0		
<i>Recettes en atténuation de dépenses</i>	72	563	75	13%	4,2%
<i>Redevance gazoduc</i>	155	2 483	203	8%	31%
<i>Recettes diverses ⁽²⁾</i>	115	1 716	42	2%	-63,5%
RECETTES DE CERTAINS CST	0	3 000	207	7%	
<i>Fonds de soutien des prix produits alimentaires</i>	0	800	0	0%	
<i>Fonds spécial routier</i>	0	2 200	207	9%	
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	16 049	199 218	16 426	8%	2,3%

(1) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons

(2) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancelleries, ...

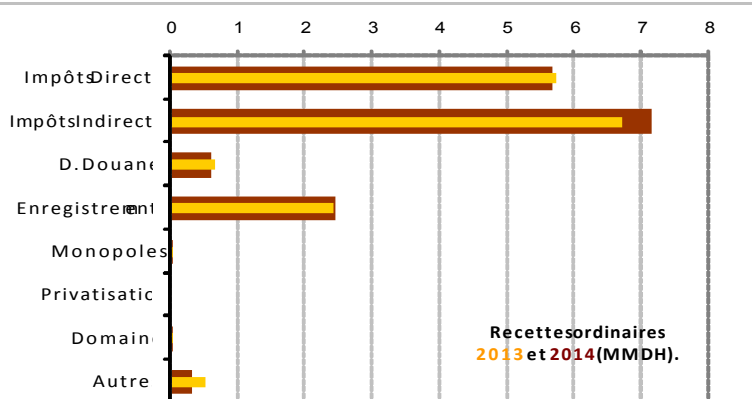
La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2014 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 2,3% et une augmentation des dépenses ordinaires émises de 18,7%, dégageant ainsi un solde ordinaire négatif de 947 MDH.

Compte tenu d'un excédent de financement de 443 MDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1,1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 693 MDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires se sont établies à 16,4 MMDH contre 16 MMDH à fin janvier 2013, en hausse de 2,3%.

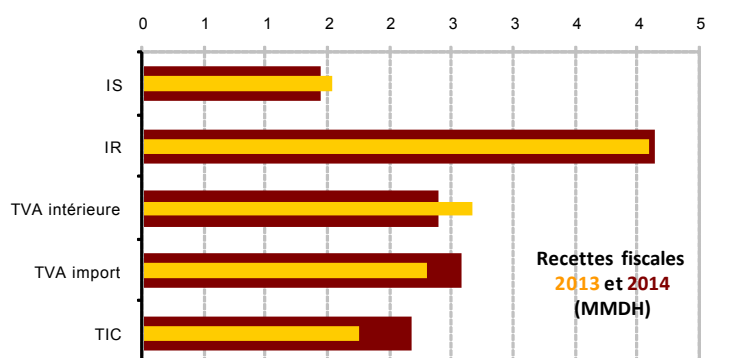
Ceci s'explique pour l'essentiel par la hausse des impôts indirects de 6,3%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 0,9%, des droits de douane de 6,6% et des recettes non fiscales de 32%.



1.1-RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été de 15,8 MMDH, en augmentation de 2,3% par rapport à leur niveau de fin janvier 2013.

L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des recettes douanières de 17,6% et de la baisse de la fiscalité domestique de 2,8%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont atteint 4,6 MMDH à fin janvier 2014 contre 3,9 MMDH un an auparavant, en hausse de 17,6% ou +690 MDH par rapport à leur niveau à fin janvier 2013.

- Droits de douane

Les recettes des droits de douane réalisées à fin janvier 2014 ont été de 611 MDH contre 654 MDH un an auparavant, soit une diminution de 6,6%.

- TVA à l'importation

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont élevées à 2,6 MMDH à fin janvier 2014 contre 2,3 MMDH à fin janvier 2013, enregistrant ainsi une augmentation de 11,5%. La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 22,5% et celle sur les autres produits de 8,6%.

- TIC sur les produits énergétiques

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 1.445 MDH contre 976 MDH, en hausse de 48,1% par rapport à son niveau de fin janvier 2013.

1.1.2-FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont élevées à 10,5 MMDH à fin janvier 2014 contre 10,8 MMDH à fin janvier 2013, soit une diminution de 2,8% ou -307 MDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 1.436 MDH à fin janvier 2014 contre 1.534 MDH un an auparavant, en baisse de 6,4%.

- Impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR à fin janvier 2014 ont enregistré une hausse de 1,4% par rapport à leur niveau à fin janvier 2013 (4.139 MDH contre 4.080 MDH), provenant en totalité de l'IR retenu à la source sur les salaires.

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une hausse de 2,9%.

Recettes de l'Impôt sur le Revenu			
	Janvier 2013	Janvier 2014	Evolution en %
IR total	4 080	4 139	1,4%
dont IR prélevé par la DDP	862	887	2,9%

- TVA à l'intérieur

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin janvier 2014 se sont établies à 2,4 MMDH contre 2,7 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 10,3%.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits de l'enregistrement et du timbre ont été 2.433 MDH à fin janvier 2014 contre 2.413 MDH un an auparavant, soit une hausse de 0,8%.

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs ont enregistré une baisse de 13,3% qui s'explique en grande partie par la baisse des majorations de retard de 12,9%.

1.2- RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales se sont établies à 377 MDH, en baisse de 32,6% par rapport à leur niveau de janvier 2013, en raison de la baisse des fonds de concours, conjuguée à une hausse de la redevance gazoduc.

- Monopole et participations

Les recettes des monopoles et participations ont été de 39 MDH à fin janvier 2014, soit le même niveau qu'à fin janvier 2013.

Ces recettes proviennent de Bank Al-Maghrib.

	Produit des monopoles et participations			
	Janvier 2013	LF 2014	Janvier 2014	Taux de réalis.
B.A.M	39	894	39	4%
I.A.M	0	1 915	0	0%
O.C.P	0	3 000	0	0%
ANCFCC	0	2 500	0	0%
C.D.G	0	360	0	0%
Autres	0	2 172	0	0%
TOTAL	39	10 841	39	0%

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une baisse de 36,8% qui s'explique par la rentrée durant le mois de janvier 2013 d'une recette de 164 MDH au titre des fonds de concours, conjuguée à la hausse de 31% de la redevance gazoduc (203 MDH contre 155 MDH).

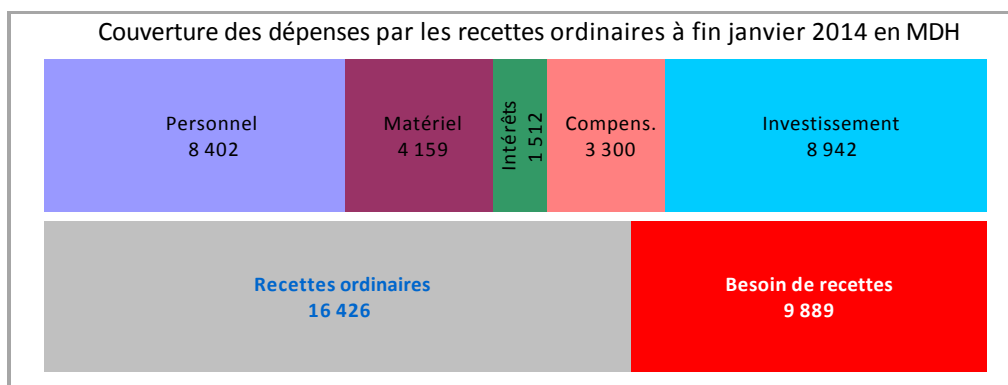
Structure des recettes ordinaires

A fin janvier 2014, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 97,6% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 5 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

Principales natures de recettes du budget général à fin janvier 2014					
	Nature	Recettes en millions DH	Evol en %	Structure	
1	Taxe sur la valeur ajoutée	4 959	▼ 0,2%	30,2%	
	- à l'importation	2 566	▲ 11,5%	15,6%	
	- à l'intérieur	2 393	▼ 10,3%	14,6%	
2	Impôt sur le revenu	4 139	▲ 1,4%	25,2%	
3	Enregistrement et timbre	2 433	▲ 0,8%	14,8%	
4	TIC prod. énergétiques	1 445	▲ 48,1%	8,8%	
5	Impôt sur les sociétés	1 436	▼ 6,4%	8,7%	
6	TIC tabacs manufacturés	628	▼ 0,2%	3,8%	
7	Droits de douane	611	▼ 6,6%	3,7%	
8	Redevance gazoduc	203	▲ 31,0%	1,2%	
9	Autres TIC	102	▼ 25,0%	0,6%	
10	Majorations de retard	81	▼ 12,9%	0,5%	

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin janvier 2014, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires n'a été que de 94,5% contre 109,6% un an auparavant. Ainsi, à fin janvier 2014, 51,2% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 20,1% aux dépenses de la compensation et 9,2% aux charges en intérêts de la dette.



Ainsi, une partie des dépenses ordinaires émises et la totalité des dépenses d'investissement émises ont été financées principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

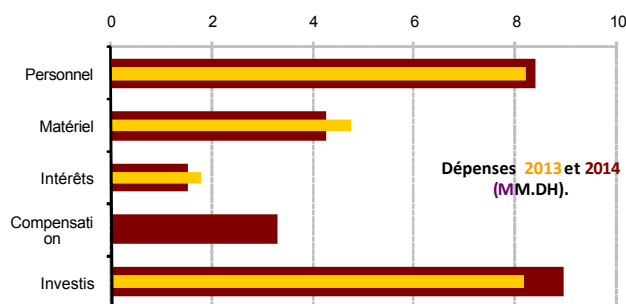
A fin janvier 2014, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 59,3 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 17% contre 14% à fin janvier 2013. Le taux d'émission sur engagements s'est élevé à 51% contre 70% un an auparavant.

Situation des engagements ^(*) de dépenses 2014					
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	199 353	30 518	15 934	15%	52%
Investissement	49 833	10 504	8 945	21%	85%
C.S.T	51 297	15 076	1 968	29%	13%
SEGMA	456	10	2	2%	20%
Dette	57 313	3 191	3 191	6%	100%
TOTAL	358 252	59 299	30 040	17%	51%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 28,1 MMDH à fin janvier 2014, en hausse de 3,1% par rapport à leur niveau à fin janvier 2013, en raison de l'augmentation de 23,2% des dépenses de fonctionnement et de 9,8% des dépenses d'investissement, conjuguée à une baisse de 48% des charges de la dette budgétisée¹.



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2013	LF 2014	Emissions 2014	Réalisé	Variation
Fonctionnement	12 933	199 353	15 934	8%	23,2%
Investissement	8 146	49 502	8 945	18%	9,8%
Dette	6 141	57 313	3 191	6%	-48%
TOTAL	27 220	306 168	28 070	9%	3,1%

La baisse des charges de la dette budgétisée s'explique par la diminution de 61,4% des remboursements du principal (dette à moyen et long terme non encore échue) et de 15,4% des intérêts.

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises ont atteint 15,9 MMDH, dont 8,4 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 2,4%. Les dépenses de matériel sont en baisse de 10,6% (4,2 MMDH contre 4,7 MMDH). Les charges communes ont été de 3,3 MMDH contre 11 MDH un an auparavant et ont concerné la compensation.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2013	LF 2014	2014	Réalisé	Variation
Personnel	8 203	103 700	8 402	8%	2,4%
Matériel	4 719	30 959	4 217	14%	-10,6%
Charges communes	11	62 028	3 315	5%	
dont compensation	0	41 650	3 300	8%	
Dépenses imprévues		2 666			
TOTAL	12 933	199 353	15 934	8%	23,2%

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin janvier 2014 se sont établis à 8,4 MMDH contre 8,2 MMDH une année auparavant, soit une hausse de 2,4%. Les salaires servis par la DDP ont été de 8,2 MMDH, en hausse de 2,7% par rapport à leur niveau à fin janvier 2013, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 1,6 et des rappels de 9,8%.

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 4,2 MMDH contre 4,7 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 10,6%. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (723 MDH contre 1,2 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (245 MDH, soit le même montant qu'à fin janvier 2013).

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 1,5 MMDH à fin janvier 2014 contre 1,8 MMDH à fin janvier 2013, en baisse de 15,4%. Cette baisse s'explique par la diminution des charges en intérêts de la dette intérieure de 15,4% (1,3 MMDH contre 1,6 MMDH) et par la baisse de celles de la dette extérieure de 15,7% (172 MDH contre 204 MDH).

Compensation

Les émissions au titre de la compensation ont été de 3,3 MMDH à fin janvier 2014, alors que durant le mois de janvier 2013 il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses à ce titre.

¹ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin janvier 2014 a été négatif pour 947 DH contre un solde ordinaire positif de 1,4 MMDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

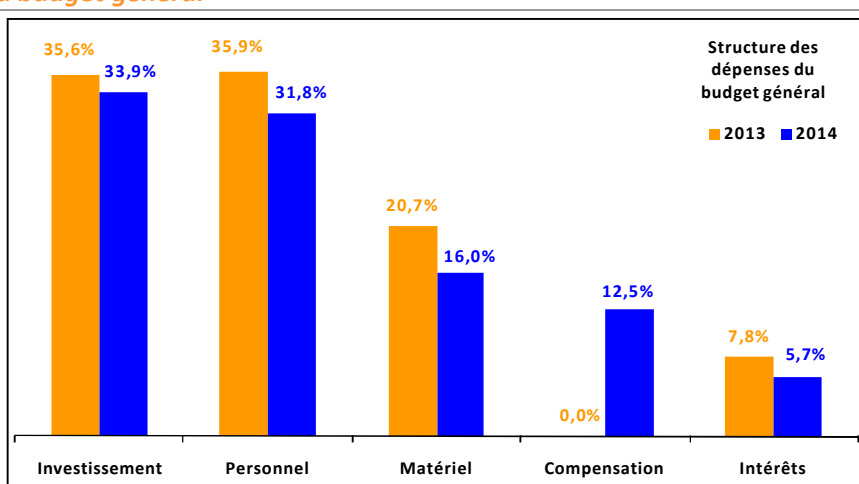
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 8,9 MMDH à fin janvier 2014 contre 8,1 MMDH un an auparavant, soit une augmentation de 9,8%.

Ces dépenses tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 8,3 MMDH contre 6,9 MMDH à fin janvier 2013.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2013	LF 2014	2014	Réalisé	Var%
Investissement total :	8 146	49 502	8 945	18%	9,8%
1- Ministères	1 285	32 153	657	2%	-48,9%
2- Charges communes :	6 861	17 349	8 288	48%	20,8%
- Concours divers	6 803	8 801	8 288	94%	21,8%
- Ristournes d'intérêts	0	230	0		
- Autres	58	8 318	0		

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin janvier 2013 et fin janvier 2014 fait ressortir une augmentation de la part des dépenses de la compensation, conjuguée à la baisse de la part des dépenses d'investissement, des dépenses de personnel, des dépenses de matériel et des intérêts de la dette.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 14,4 MMDH. Ces recettes tiennent compte notamment de transferts reçus des charges communes du budget d'investissement de 8,3 MMDH et de 2,1 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 2 MMDH, dont 1,9 MMDH au titre des comptes de dépenses sur dotations (CDD).

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 12,5 MMDH.

	RECETTES			DEPENSES			Solde 2014
	2013	LF 2014	2014	2013	LF 2014	2014	
C.A.S	3 459	58 229	4 905	3 899	46 989	73	4 832
TVA des CL	2 130	24 512	2 125	3 540	24 512	0	2 125
I.N.D.H	0	3 187	0	0	3 187	0	0
Soutien prix. prd.alim.	0	800	0	0	800	0	0
F.S. Routier	1	2 200	207	0	2 200	0	207
F.D. Agricole	400	500	0	345	500	0	0
Emploi domanial	115	1 847	102	0	1 847	0	102
Lutte contre chômage	545	567	0	14	567	29	-29
Dons des pays du CCG	0	8 500	2 123	0	0	0	2 123
Appui Cohés. Social	0	4 100	94	0	2 000	0	94
F.S. Habitat	0	2 420	0	0	2 420	0	0
Dévelop. Sport	25	800	24	0	800	0	24
Autres CAS	243	8 796	230	0	8 156	44	186
C. Dép. Dotation(*)	8 048	10 475	9 533	1 906	10 475	1 891	7 642
Autres C.S.T	0	1 053	0	0	478	4	-4
TOTAL	11 507	69 757	14 438	5 805	57 942	1 968	12 470

(*) Comptes de dépenses sur dotation

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin janvier 2014, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 78 MDH contre 92 MDH à fin janvier 2013, en baisse de 15,2%.

Les dépenses n'ont été que de 2 MDH, soit le même niveau qu'à fin janvier 2013.

SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME					
	2013	LF 2014	2014	Réalisé	Variation
Exploitation :	80	0	73		-8,8%
Recettes	82	2 186	75	3%	-8,5%
Dépenses	2	2 186	2		
Equipement :	10	0	3		
Recettes	10	904	3		
Dépenses	0	904	0		

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES

A fin janvier 2014, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 8,2% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 7,8% et 17,3% des dépenses d'investissement ont été émises.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2014 en MDH				
	LF 2014	Janvier 2014	Taux de réalisation	Restes à réaliser
1- RECETTES ORDINAIRES	199 218	16 426	8,2%	182 792
1.1- Recettes fiscales :	180 152	15 839	8,8%	164 313
Impôts directs	77 167	5 661	7,3%	71 506
Impôt sur les sociétés	39 710	1 436	3,6%	38 274
Impôt sur le revenu	35 137	4 139	11,8%	30 998
Impôts indirects	80 630	7 134	8,8%	73 496
TVA à l'intérieur	22 309	2 393	10,7%	19 916
TVA à l'importation	34 886	2 566	7,4%	32 320
Taxes intérieures de consommation	23 435	2 175	9,3%	21 260
Droits de douane	7 700	611	7,9%	7 089
Droits d'enregistrement et de timbre	14 655	2 433	16,6%	12 222
1.2- Recettes non fiscales :	16 066	380	2,4%	15 686
Monopole et participations	10 841	39	0,4%	10 802
Fonds de concours	0	0		0
Autres recettes	5 225	341	6,5%	4 884
1.3- Recettes de certains CST :	3 000	207	6,9%	2 793
Fonds de soutien prix prdts alimentaires	800	0	0,0%	800
Fonds spécial routier	2 200	207	9,4%	1 993
2- DEPENSES ORDINAIRES	224 087	17 373	7,8%	206 714
2.1- Biens et services :	157 703	12 561	8,0%	145 142
Personnel	103 700	8 402	8,1%	95 298
Autres biens et services	54 003	4 159	7,7%	49 844
2.2- Intérêts de la dette :	23 934	1 512	6,3%	22 422
Intérieure	20 587	1 340	6,5%	19 247
Extérieure	3 347	172	5,1%	3 175
2.3- Compensation	42 450	3 300	7,8%	39 150
- Fonds de soutien prix prdts alimentaires	800	0	0,0%	800
3- INVESTISSEMENT	51 702	8 942	17,3%	42 760
- Fonds spécial routier	2 200	0	0,0%	2 200

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un excédent budgétaire de 2,4 MMDH à fin janvier 2014, contre un déficit budgétaire de 1 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 1,7 MMDH à fin janvier 2014 contre 3,6 MMDH à fin décembre 2013, soit une réduction de 1,9 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un excédent de financement de 443 MDH contre un besoin de financement de 6,5 MMDH à fin janvier 2013 et d'un flux net négatif de 1,1 MMDH du financement extérieur contre un flux net négatif de 1,2 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 693 MDH contre 7,7 MMDH à fin janvier 2013.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin janvier 2014, le financement extérieur a été négatif de 1,1 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour un montant de 1,2 MMDH.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 2,4 MMDH contre 7,7 MMDH un an auparavant ;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 1,9 MMDH contre une baisse de 6,6 MMDH à fin janvier 2013 ;
- et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 386 MDH contre une ponction de 2,2 MMDH à fin janvier 2013.

Dépôts au trésor

Les dépôts au Trésor ont atteint 44,6 MMDH à fin janvier 2014, en augmentation de 1,9 MMDH par rapport à leur niveau à fin décembre 2013.

Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,6 MMDH à fin janvier 2014 contre 2,2 MMDH en début d'exercice.

Dette intérieure

S'élevant à 416,8 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 0,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2013. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 2,4 MMDH résultant de souscriptions pour 9 MMDH et de remboursements pour 6,6 MMDH contre un recours pour un montant net de 7,7 MMDH un an auparavant résultant de souscriptions pour 18,6 MMDH et de remboursements pour 10,9 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2013	Souscrip.	Rembour.	2014	Var %
Adjudications	412 971	9 018	6 616	415 373	0,6%
13 semaines	60	100	60	100	
26 semaines	8 903	100	2 903	6 100	
52 semaines	24 891	450	150	25 191	
2 ans	83 222	1 350	2 523	82 048	
5 ans	94 328	5 178	0	99 506	
10 ans	90 692	1 000	0	91 692	
15 ans	86 640	840	980	86 500	
20 ans	21 461			21 461	
30 ans	2 775			2 775	
Autres	1 426	0	31	1 395	-2,2%
Total	414 397	9 018	6 647	416 768	0,6%

